



Institut  
**WORKING PAPERS**  
Thomas More

# CHRÉTIENS D'ORIENT | QUE FAIRE ?

Synthèse de la Rencontre du 2 octobre 2014, Paris



Working Paper 27 | Octobre 2014



**Paris**

20, rue Laffitte

F-75 009 Paris

T | +33 (0)1 49 49 03 30

F | +33 (0)1 49 49 03 33

**Bruxelles**

Rue de la Fauvette, 92

B-1180 Bruxelles

T | +32 (0)2 374 23 13

F | +32 (0)2 358 56 48

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org) | [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

---

Working Paper 27

Octobre 2014



# CHRÉTIENS D'ORIENT | QUE FAIRE ?

Synthèse de la Rencontre du 2 octobre 2014, Paris

**La présente synthèse a été réalisée par l'Institut  
Thomas More et n'engage en aucun cas la  
responsabilité des intervenants.**

---

# | INTRODUCTION

---

Depuis plusieurs mois, le monde assiste à l'émergence d'une « nouvelle hydre » djihadiste aux confins syro-irakiens, l'État islamique, découvre ses exactions, ses crimes et la terreur qu'elle fait régner sur les populations passées sous sa domination. Une coalition internationale s'est mise en place réunissant vingt-cinq pays à ce jour et largement dominée par les Occidentaux<sup>1</sup>. Les frappes aériennes ont commencé depuis dix jours et la coalition apporte son soutien aux troupes au sol, armée régulière irakienne et Kurdes en tête. Beaucoup d'observateurs sont sceptiques, s'interrogent sur un éventuel « double jeu » de certains pays du Golfe et doutent que cette armada des airs suffise. Elle constitue néanmoins déjà un début et doit être soutenue.

Les premières victimes de la sauvagerie de l'État islamique sont naturellement les populations locales et, parmi ces populations, les chrétiens d'Orient. Présents au Proche et Moyen-Orient depuis 2 000 ans (bien sûr...), de longue date facteurs de stabilité et de dialogue dans la région, acteurs majeurs du tissu économique et social local, les Chrétiens subissent aujourd'hui des violences et des atrocités insoutenables en Syrie et en Irak. Comme pour d'autres minorités, leur situation est chaque jour plus périlleuse et leur avenir dans la région est en jeu.

Car ce nouveau drame vient s'ajouter à tant d'autres depuis si longtemps et la question de la présence des Chrétiens sur les terres de naissance du christianisme devient une question prégnante. Devant son ampleur et sa gravité, il convient d'adopter une approche humble et modeste, en posant la simple question : que faire ? Il y a l'indignation et la colère, il y a le soutien concret et matériel à travers les œuvres humanitaires, il y a la prière pour celui qui croit. Il y a aussi l'action politique et diplomatique.

Tous ces aspects sont évoqués à travers les exposés de nos quatre intervenants.

---

1. Voir *Face à l'État islamique : l'obligation de réagir*, Institut Thomas More Note d'actualité N°24, septembre 2014, disponible sur <http://www.institut-thomas-more.org/fr/actualite/face-a-letat-islamique-lobligation-de-reagir.html>.

## | INTERVENTIONS

---



**Monseigneur  
Paul Youssef MATAR**

**| Archevêque Maronite de Beyrouth**

Il faut commencer par dire que depuis des siècles, les Chrétiens d'Orient désirent tout simplement rester en Orient : c'est le premier de leurs combats. Ils veulent vivre avec l'Islam, dialoguer, échanger, interagir avec les Musulmans. Mais pas à n'importe quel prix : les Chrétiens d'Orient revendiquent le droit d'être et de demeurer des citoyens « comme les autres » dans leurs pays, et non pas une population « protégée ». Ce combat en faveur d'une citoyenneté équilibrée, pleine et entière constitue un enjeu majeur non seulement pour les Chrétiens d'Orient, mais pour les peuples du Moyen-Orient dans leur ensemble. A ce titre, le Liban est encore le meilleur exemple d'un partage du pouvoir entre différentes communautés et d'une égalité de tous les citoyens devant la loi, quel que soit leur appartenance confessionnelle.

Il faut également rappeler le rôle historique et privilégié de la France dans la région. La France s'est toujours tenue aux côtés des Chrétiens d'Orient, en particulier au Liban, et doit continuer de le faire. Il faut rappeler par exemple un fait qui n'est plus du tout connu des Français eux-mêmes : c'est qu'en 1860, Napoléon III avait envoyé un corps expéditionnaire de 6 000 hommes – c'est-à-dire l'équivalent (toute nationalités confondues) de la Force Internationale des Nations Unies actuellement déployée au Liban ! – pour protéger la communauté maronite. Les valeurs et les idéaux universels portés par la France, ceux des droits de l'homme, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et de la citoyenneté, doivent aujourd'hui être remis au centre du combat pour l'homme qui se livre actuellement en Irak et en Syrie.

Car c'est bien l'humanité elle-même qui est bafouée en Irak à travers les atrocités commises *Daesh*, dernier avatar de l'islamisme radical qui a commis l'irréparable et peut-être l'« impardonnable » en s'attaquant à des populations, chrétiennes ou non, qui ne portaient pas d'armes et qui étaient parfaitement pacifiques. Ces actes abominables posent deux questions : l'une morale, l'autre politique. La question morale va de soi et on ne peut que condamner l'État islamique. Quant à la question politique, elle est simple à formuler : quel est le projet de l'islamisme pour les Chrétiens en Orient ? Qu'ils disent clairement le sort qu'ils veulent réserver aux Chrétiens...

Sur le terrain, la situation est naturellement complexe, les contradictions diplomatiques et militaires obèrent toute perspective de succès. Faut-il éradiquer les combattants de ce mouvement et, si oui, comment ? Faut-il seulement chercher à les contenir ? Quels sont les objectifs des frappes aériennes ? Les pays musulmans de la région doivent non seulement aider davantage, mais surtout commencer par clarifier leurs positions. Car il est évident que les Occidentaux n'enverront pas de troupes au sol. Les territoires conquis par *Daesh* devront donc être libérés par des forces issues de pays musulmans. Il faut qu'ils en aient bien conscience : cette longue et difficile tâche sera avant tout de la responsabilité des États de la région. Le veulent-ils vraiment ?

Quelle est la situation des Chrétiens aujourd'hui dans ce contexte des plus tragiques ? En 1991, au moment de la première guerre du Golfe, il y avait environ 800 000 Chrétiens en Irak. Dans les années 2 000, après la seconde intervention américaine en Irak, ils avaient déjà diminué de moitié (environ 400 000 personnes). Cet été, après les exactions de *Daesh*, c'est environ 150 000 Chrétiens qui ont fui Mossoul et la plaine de Ninive en seulement quelques semaines. A Mossoul, on comptait une trentaine d'églises et de cathédrales dont il est impossible de savoir aujourd'hui dans quel état elles se trouvent. En Syrie, Alep, ville historique du christianisme, est presque entièrement détruite. Homs, plus au Sud, avait une population chrétienne de 200 000 personnes (Orthodoxes, Maronites et Arméniens) qui est aujourd'hui réduite à 5 000 personnes peut-être. Les Chrétiens restant aujourd'hui en Syrie sont à découvert, vulnérables aux frappes du régime d'Assad et à la merci de la haine de nombreux combattants djihadistes. Le Liban, quant à lui, est en première ligne : vingt-cinq soldats libanais ont été kidnappés par *Daesh* et d'aucuns pensent que la région de Tripoli et de la Bekaa sont en ligne de mire des djihadistes pour y établir des éléments de continuité de son « califat » dans le pays. Si le pays du Cèdre a connu et a appris à survivre à la guerre – ce qui explique sa résilience jusqu'à aujourd'hui –, cette vague-là pourrait le submerger.

Enfin, même si cela déplaît, il faut évoquer le « problème culturel » de l'Islam et sa compatibilité ou non avec certaines valeurs universelles : va-t-il finir par verser dans ce fondamentalisme destructeur ou bien peut-il contribuer à bâtir des États nationaux constitutionnels où chacun est l'égal de l'autre ? La Tunisie, qui semble prendre une bonne direction, et le fait que les Coptes aient obtenu gain de cause récemment sur la question de leurs droits politiques sont des signaux d'espoir. Néanmoins, les pays du Golfe doivent sortir à tout prix de leur ambiguïté et cesser de distribuer de l'argent aux fondamentalistes partout, lorsque ceux-ci sont en leur faveur et loin de chez eux. On parle beaucoup de « dialogue interreligieux » et les colloques où se rencontrent Chrétiens, Juifs et Musulmans ne se comptent plus ! Mais le vrai dialogue doit avoir lieu au sein de l'Islam, entre Chiites et Sunnites. L'Islam doit se réconcilier avec lui-même s'il veut devenir un membre de la « société humaine » et contribuer à son épanouissement. Si la guerre fratricide entre Chiites et Sunnites se poursuit, c'est la destruction assurée non seulement des Chrétiens d'Orient, mais de tout le Moyen-Orient. Et le Liban, en dépit du modèle de coexistence et de respect de l'altérité qu'il peut offrir, serait également emporté.



## **Thierry de BEAUMONT-BEYNAC**

**| Président de l'Association  
française des membres de l'Ordre de  
Malte et de Malteser International**

Pour aborder la question de l'aide humanitaire et du soutien qu'il faut apporter aux populations civiles touchées par les drames qui se déroulent au Moyen-Orient, il faut commencer par opérer une distinction entre les personnes déplacées, qui sont obligées de changer de résidence à l'intérieur de leur pays, et les personnes réfugiées qui ont dû quitter leur pays pour un autre. Il faut nécessairement avoir une approche humble dans cet environnement complexe, sensible et imbriqué qu'est le Moyen-Orient actuel.

Les « humanitaires » font face à plusieurs risques qu'ils se doivent de prendre en compte lorsqu'ils interviennent sur un terrain tel que celui-ci. Premièrement, il ne faut pas créer d'aspiration au départ : il ne faut donc pas aider spécifiquement les Chrétiens qui sont déjà perçus dans la région comme particulièrement liés à l'Occident. Ce serait un bien mauvais service à leur rendre. Il faut aider toutes les populations touchées et ne pas compliquer davantage la vie des Chrétiens d'Orient chez eux.

Il faut en outre faire très attention à la dualité entre le court et le long terme, entre la nécessité de réagir à l'urgence et les effets de l'aide à long terme. On court en effet un grand risque de déstabiliser des sociétés entières, des équilibres socio-économiques fragiles, tout un écosystème précaire mais qui fait la vie des gens sur place. C'est particulièrement vrai pour la distribution de vivres. Un exemple : l'urgence dicte d'apporter de l'eau aux populations déplacées. Mais si vous apporter beaucoup d'eau (en bouteilles par exemple), vous risquer de nourrir un marché noir qui va déstabiliser les petits marchands d'eau. Une bouteille d'eau vaudra un là où le petit marchand la vendait deux...

Ensuite, il faut impérativement s'appuyer sur les partenaires locaux. L'Ordre de Malte travaille avec des associations turques, libanaises, syriennes et avec du personnel issus de nombreux pays de la région, sans distinction de confession ou de nationalité. Il faut affirmer ce que nous sommes, c'est-à-dire des Chrétiens, mais en intervenant auprès de toute personne en difficulté sans aucune distinction d'origine ou de religion. Par exemple, l'Ordre de Malte travaille avec l'*Imam Sadr Foundation* au Liban et sur les camions qui distribuent les secours, vous voyez à la fois le logo de la fondation et la croix de Malte : il n'y a aucune contradiction.

Enfin, pour pouvoir mener de telles actions, il faut s'inscrire dans la durée. Si les formes d'action ont naturellement changé, il faut rappeler que l'Ordre de Malte remplit sa mission depuis plus de 900 ans... Les membres de l'Ordre sont présents sur le terrain et sur les frontières des pays d'accueil, avec des hôpitaux de campagne, des centres de soins, etc. – tous employant des personnels locaux. Nous avons pu compter sur 6 millions d'euros en 2013. En 2014, vous vous en doutez, cette somme sera bien supérieure.



## Frédéric PONS

| Rédacteur en chef « Monde »  
de *Valeurs Actuelles*

Je reviens d'une semaine passée au Kurdistan et je voudrais commencer par vous dire ceci. Il y a vingt-cinq ans, au Liban, certains chrétiens me disaient : « si on n'arrête pas les fondamentalistes maintenant, un jour ils seront chez vous ». J'ai entendu exactement la même phrase cette fois-ci à Erbil et dans tout le Kurdistan... J'ai ressenti, sur place, la même impression qu'au Rwanda lors du génocide de 1994. Une impression de fin du monde, d'exode biblique devant la barbarie. A Erbil et Dohouk, j'ai rencontré des dizaines de familles et entendu des dizaines d'histoires épouvantables, de familles brisées qui ont tout perdu. Des milliers de personnes ont vu leur passé fracassé et l'œuvre de toute une vie réduite à néant (maison, champs, troupeaux, boutiques, etc.). Ils font face désormais à un présent tragique et à un avenir totalement incertain. Toutes les catégories sociales ont été touchées, *Daesh* ne faisant pas de discrimination dans la violence. Les laïcs comme les religieux ont subi les exactions.

Un point doit être signalé et dénoncé avec force : c'est l'absence de la plupart des grandes organisations humanitaires internationales, à l'exception des ONG chrétiennes. On a vraiment l'impression que les Chrétiens qui souffrent ne valent pas le déplacement ! Où sont les grandes ONG médiatiques ? Sur place, les gens ont, c'est vrai, l'impression qu'on se désintéresse de leur sort. Je souligne que les Yézidis et les autres minorités religieuses, comme les chiites, sont pris en charge et soignés par les organisations chrétiennes. Actuellement, les Kurdes accueillent ces réfugiés et c'est tant mieux. Ils font cela parce qu'ils ont compris que c'est un bon moyen de recevoir de l'aide et des armes de l'Occident. Pour les Kurdes, les Arabes chrétiens sont avant tout des Arabes et ils s'en méfient, comme pour les Arabes sunnites ou chiites !

Le message officiel des Églises comme des autorités irakiennes est qu'il faut que les Chrétiens restent en Irak. Mais la quasi-totalité des réfugiés que j'ai vus ne le souhaitent plus. Les prêtres que j'ai rencontrés sur le terrain m'ont dit qu'ils ne peuvent plus demander à leurs fidèles de rester. Tous soulignent que la barbarie de *Daesh* intervient après des décennies de mauvais traitement des Chrétiens en terre d'Islam. Pour certains, les discriminations remontent à 2003, à la faveur de l'invasion américaine en Irak ; pour d'autres, elles remontent au début des années 1950 lors de l'expulsion des juifs d'Irak. L'expression « Après le samedi, le dimanche » résume la situation. Elle signifie qu'après le départ des Juifs, c'est maintenant au tour des Chrétiens de devoir faire leurs valises.

Du point de vue militaire, la coalition mise en place pour frapper l'État islamique ne semble pas très crédible. Tout d'abord, elle est menée par les États-Unis, ce qui peut être inquiétant, tant ils se sont trompés au Moyen-Orient. En Irak, ils n'ont pas su rétablir un État digne de ce nom ; ils n'ont pas vu (ou voulu voir) la dérive sectaire du pouvoir de Nouri al Maliki, l'ancien Premier ministre ; ils ont sous-estimé la force et la capacité de résistance de Bashar al Assad en Syrie, de même que celle des groupes islamistes radicaux qui lui font face.

Plus préoccupant : cette coalition avance sans but de guerre, sans stratégie, sans objectif politique clairement déterminé. Chaque pays semble y participer pour répondre à un agenda qui lui est



propre. Certes, la participation de pays arabes est utile à l’affichage global mais cela ne signifie pas grand-chose sur le terrain. L’ambiguïté des pays du Golfe est un souci : le Qatar et l’Arabie Saoudite ont, peu ou prou, la même idéologie que *Daesh* (le wahabbisme) et appliquent chez eux des règles relevant de l’interprétation la plus rétrograde du Coran, avec son lot d’exécutions, de décapitations et de discriminations. Leur présence dans la coalition paraît à ce titre au mieux saugrenue, au pire inquiétante...

Il faut aussi comprendre que la coalition est pour l’instant dans la phase la plus facile de l’opération : des frappes ciblées sur des installations, des convois, des infrastructures bien identifiées. Ce sera plus compliqué lorsqu’il faudra frapper les combattants de *Daesh* dispersés et camouflés au cœur des villes, comme ils commencent déjà à le faire. Qui va aller les débusquer ? La poursuite des bombardements en zones urbaines va accroître les risques de victimes civiles – ce qui produira inmanquablement le retournement de l’opinion arabe contre les Occidentaux, en une sorte de « boomerang de mort ». L’absence d’objectifs et de directives claires pour les militaires (« affaiblir *Daesh* » n’est pas un objectif militaire, c’est du langage politique ; pour un militaire, il faut « contenir », « détruire » ou « repousser » un ennemi) réduit les chances de succès de cette opération. S’ajoutent à cela des difficultés dont *Daesh* profite : la guerre qui oppose les chiites et les sunnites, les tensions entre les Turcs et les Kurdes, le contentieux entre l’Iran et la « communauté internationale ».

On peut terminer ce tour d’horizon par trois recommandations : d’abord sortir de la « dictature de l’émotion médiatique » à laquelle succombent tant de responsables politiques et revenir « à la réalité des choses » ; ensuite ouvrir les yeux sur l’Islam d’aujourd’hui et obtenir des modérés qu’ils clarifient un certain nombre de positions et s’adaptent à la modernité ; enfin savoir que pour comprendre l’« autre », il faut au préalable savoir qui nous sommes et redécouvrir notre identité.



## Jean-François COLOSIMO

**| Président du directoire des éditions du Cerf, maître de conférences en Patrologie à l’Institut de Théologie Orthodoxe Saint-Serge de Paris, auteur de *Les hommes en trop. La malédiction des chrétiens d’Orient* (Fayard, 2014)**

Il convient peut-être de commencer par expliquer le titre de mon livre : *Les hommes en trop*. Les Chrétiens d’Orient sont « en trop » en Orient où les évolutions en cours les marginalisent. Et ils sont « en trop » pour l’Occident, totalement déchristianisé ou presque, pour lequel ils font figure d’incompréhensibles vestiges du passé. Il faut pourtant comprendre que ce qui se passe aujourd’hui au Moyen-Orient nous renvoie à notre propre relation à l’histoire et à l’humanité. La claire volonté des Chrétiens d’Orient de vivre chez eux, le risque que cela leur soit interdit à jamais et qu’ils deviennent des errants font échos à la menace qui pèse sur nous, celle d’une post-humanité sans identité, déterritorialisé et plongée sans distinction dans le bain de la mondialisation. C’est pour cela que le sort des Chrétiens d’Orient doit nous préoccuper.

Mais alors que faire ?

---

On pourrait imaginer que les trois Rome, en les personnes du Patriarche de Constantinople Bartholomée, du Patriarche de Moscou Cyrille et du Pape François, convoquent un Concile Général de toutes les Églises pour apporter leur soutien à leurs sœurs de Jérusalem, d'Alexandrie et d'Antioche. On pourrait aussi envisager que la « communauté internationale » ou qu'au moins un certain nombre de pays portent la cause des Chrétiens d'Orient, et plus globalement de toutes les minorités de la région, devant le Tribunal Pénal International (TPI). L'Europe, enfin, s'honorerait en créant un Haut-Commissariat pour la situation des minorités au Moyen-Orient, comme elle l'avait fait en son temps pour le Kosovo. On est bien sûr, avec ces propositions, dans l'ordre symbolique mais le symbolique conduit parfois au politique et ces mesures contribueraient à changer quelque chose dans le vécu et le ressenti des Chrétiens d'Orient.

Il faut ensuite pointer l'échec de la politique de la France, totalement incompréhensible au regard de son rôle historique dans la protection des Chrétiens d'Orient, mais également parce que ce serait dans son intérêt de première puissance méditerranéenne. Les pays anglo-saxons ne pouvant le faire, la France devrait peser de tout son poids pour convaincre tous les acteurs de réintroduire la Russie et l'Iran dans le jeu, sans lesquels il n'y aura pas de solution aux crises que traverse actuellement le Moyen-Orient. En cela, elle ferait honneur à ce qui a toujours été une des caractéristiques de sa diplomatie : mener une politique d'équilibre et faire œuvre de médiation. Le premier objectif de ce renversement politique indispensable serait de pousser les Sunnites à engager une réflexion en profondeur sur la nécessaire évolution de ce qu'on peut appeler leur « paradigme théologique » – et là les Chrétiens d'Orient peuvent jouer un rôle majeur pour amener les Musulmans à intégrer la modernité et à concevoir une citoyenneté ouverte et plurielle. Le second objectif serait d'exiger enfin une clarification de leur position de la part des Turcs, des Saoudiens et des Qataris.

La situation actuelle est la conséquence en chaîne de l'analyse qui domine depuis de nombreuses années les cercles du pouvoir américains en particulier : à savoir la thèse du « chaos créateur », qui consiste à penser que la solution au maelstrom moyen-oriental serait la recomposition de la région en un certain nombre d'États, voire de micro-États, confessionnels – ce qui, soulignons-le au passage, serait favorable à la préservation d'Israël et de ses intérêts. Dans cette configuration, il est clair qu'il n'y aurait pas de place pour les Chrétiens d'Orient qui sont, de fait, des minorités plus ou moins fortes partout où ils sont. Leur départ et leur errance seraient alors le reflet d'un globalisme violent, déraciné et déterritorialisé.

Concernant le jugement qu'il faut porter sur la coalition internationale, on peut souscrire à ce qui a été dit par Frédéric Pons. Ajoutons tout de même qu'il est parfaitement illusoire de croire que les Kurdes vont faire montre d'une solidarité parfaite avec les Chrétiens : c'est bien mal connaître la réalité du terrain et c'est oublier le passé de la région, en particulier le génocide arménien, décidé par les Turcs mais auquel les Kurdes ont largement pris leur part. L'Orient est en effet la terre de la réversibilité entre bourreaux et victimes, mais la victimisation des chrétiens orientaux semble bien, cette fois, définitive.

